

13 juin 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, devant l'Assemblée de Corse réunie en séance solennelle, Ajaccio, lundi 13 juin 1983.

Monsieur le président,

- Madames, Messieurs,

- Je dois dire que me trouver dans et devant une assemblée ne m'est pas du tout désagréable. J'en avais pris l'habitude, à vrai dire. Pendant trente cinq ans membre du Parlement français, pendant dix sept ans président du conseil général de mon département et pendant vingt trois ans maire de ma commune.

- Cela me manquait un peu. J'aime cette forme de délibération, ces échanges de vue, parfois ces combats. Chaque assemblée a un climat. Chaque assemblée a sa mission. Ce n'est jamais tout à fait la même chose et ici à Ajaccio devant cette assemblée de Corses, c'est encore différent de ce que j'ai connu. Si cela n'était pas, ce serait bien dommage car il s'agit bien d'un statut particulier dont jusqu'ici nous n'avions pas eu connaissance dans notre France centralisée, ignorante de ces différences. On a commencé par la Corse et l'on continuera avec d'autres mais même quand les autres auront un statut, il ne sera pas aussi particulier que le statut particulier de la Corse.

- Votre assemblée, devant laquelle j'ai l'honneur de me trouver, est une assemblée originale.

Pourquoi ? Parce qu'un premier principe anime mon action et occupera mon discours : la Corse doit être elle-même. Je le répète : la Corse doit être elle-même et, dans une démocratie, quel est le meilleur moyen de s'affirmer soi-même sinon un peuple, des élections, des élus, des compétences et des pouvoirs. Je ne sais quel élément ajouter à la définition. On ne peut a priori considérer que la meilleure façon de représenter ce peuple corse, ce serait autre chose que le suffrage universel. Indiquez-moi donc la méthode. Suffirait-il de quelques actions nocturnes ` attentat ` pour exprimer le droit mieux que ne peuvent le faire les élus de la Corse ? Et ces élus disposent-ils de compétences ? On peut en disputer. Ils en ont assez, ils n'en ont pas assez. Ce serait déjà fort bien que les compétences qu'ils ont, ils les assument et qu'ils aient les moyens de les assumer. Moyens venus d'eux-mêmes, n'oublions pas cela £ c'est aussi de votre assemblée qu'il faut tirer la réalité nouvelle. Et moyens venus du pouvoir central, qui a des devoirs à remplir, qui est comptable d'un arriéré, qui doit à la Corse un certain nombre de démarches.\

Donc, on a commencé par des institutions. Ces institutions ne se sont pas greffées sur rien. Vous aviez déjà vos conseils généraux, deux départements et la vieille histoire de vos communes avec la fierté inhérente à ces collectivités de base dont je croyais comprendre la -nature et le caractère lorsque je me trouvais tout à l'heure à Corte devant quelques centaines de maires des communes de la Corse. Mais, malgré tout, vous étiez jusqu'alors identifiés jusqu'à la confusion avec le tout dont le centre est Paris, avec son administration puissante et parfois étouffante avec ce refus des cultures et des peuples minoritaires, avec le sentiment que l'on ne peut être la France que s'il n'existe qu'une façon d'être, qu'une façon de parler, qu'une façon d'agir. Cela n'est pas de mon opinion, étant bien entendu qu'en fin de -compte il faut aussi que chacun se retrouve dans un Etat, dans une discipline, dans une Nation commune.

- Mais la Corse doit être elle-même. Si nous avons commencé par les institutions, c'est parce qu'il nous semblait que c'était le chemin le plus court. Vous n'êtes pas nés d'hier. Comme je le disais ce matin dans cette ville en arrivant, vous n'avez attendu personne pour avoir une histoire, longue et riche histoire trop peu connue au demeurant qui montre bien la tentation d'étouffer les besoins de ce qui fait aujourd'hui la France. On peut comprendre cette démarche à la fin du

passes de ce qui fait aujourd'hui la France. On peut comprendre cette démarche à la fin du XVIIIème siècle, au début du XIXème, alors que les forces centrifuges risquaient de faire éclater la Nation. Mais, aujourd'hui, l'unité nationale est plus forte que cela. Je dirais même qu'elle se nourrit et s'enrichit de nos diversités dès lors que la règle commune reste au-dessus de tout.

- Pour ces institutions, il est des problèmes humbles, il en est d'autres très importants. Humble est le problème de votre installation. Il faut bien avoir quelque part un toit où s'abriter. Vous l'avez cherché. Je crois que vous le trouverez en le construisant vous-mêmes. L'état apportera sa contribution importante. Il faut en effet que vous sachiez où siéger. Cela est beaucoup plus important qu'il ne paraît. Du temps a été perdu. J'espère en faisant mentir le proverbe qu'il sera rattrapé.\

Mais cette assemblée est également élue au suffrage universel direct, ce qui n'est pas commun. A la proportionnelle, ce qui est nouveau, avec un seuil très bas, ce qui est une expérience : un seuil très bas tel qu'avec 1,6 %, on pouvait avoir un élu alors que le seuil fixé par la loi pour d'autres départements déjà organisés dans ce sens était de 5 %. Quelle constatation faire ? Chacun a pu s'exprimer, tenter sa chance. Ce n'est pas de ma faute à moi si un certain nombre de groupements ne sont pas parvenus jusqu'au seuil de 1,6 % du peuple corse. Je ne leur en veux pas de n'être pas 1,6 %. Qu'ils ne m'en veuillent pas non plus. C'est comme ça. Ils ne perdent pas de leur dignité pour autant. Ils existent peut-être, ils existent sans doute mais moins de 1,6 % et je ne connais pas de démocratie où 1,6 %, ou plutôt moins, a pu faire la loi à 98,4 %. Je sais bien qu'à l'intérieur de ceux qui se sont exprimés en faveur des groupes élus ici, il est bien d'autres différences. Mais ils trouvent quelque chose de commun : ils ont eu 1,6 % pour le moins. Comme ce n'est pas la dernière fois que l'on vote et que l'on votera en Corse, chacun s'affirmera, le meilleur gagnera dans la consultation démocratique et populaire : le suffrage universel à la proportionnelle. Et ainsi vont les choses. L'opinion s'affirmera, prendra les directions qu'elle voudra. Mais c'est la loi démocratique qui de toute façon l'emportera. Je veux dire par là que seront considérés comme représentatifs ceux qui ont l'aval populaire, et comme non représentatifs ceux qui ne l'ont pas. Ce qui ne les empêchera pas d'exister. Un jour, ce sont les uns, un autre jour ce sont les autres. Ce qui ne les empêchera pas en tant que citoyens de devoir être respectés sans condition mais on leur posera quand même une question. Il vaudrait mieux qu'eux-mêmes respectent ceux qui les entourent.\

Alors, vous êtes ici très divers. Je crois avoir entendu dire que votre assemblée connaissait des débats aigus dans lesquels les groupes s'opposent, parfois se rencontrent, que les majorités ne sont pas immuables, qu'il existe juste ce qu'il faut pour qu'aucune majorité ne puisse s'affirmer en tous domaines, juste ce qu'il faut. C'est peut-être un peu trop, d'autres trouveront que ce n'est pas assez. Mais enfin ce n'est pas moi qui ai fait l'Assemblée corse, autrement que par la création de l'institution. Quant à sa composition, ce sont les Corses qui l'ont voulue. On pourrait dire : fallait-il fixer le seuil à 5 % ? C'est vrai qu'à partir de là, j'en aperçois certains d'entre vous qui ne seraient pas sur ces bancs. Ce serait dommage. Maintenant ce serait peut-être plus commode pour la gestion de l'Assemblée. Ainsi, les politologues (comme on dit), les constitutionnalistes, les fabricants d'institutions, enfin tous ceux qui aiment remuer la substance du droit public. Nous ne manquerons pas de faire des suggestions pour régler ce délicat problème ! Tout le monde à peu près est là, mais les majorités sont fragiles. Tout le monde à peu près ne serait pas là, mais les majorités seraient plus sûres. Laissons les théoriciens s'exercer encore quelques temps avant de savoir comment les praticiens vont agir.

- Mais vous êtes comme vous êtes et autant que je sache on a beaucoup voté en Corse pour vous. Je crois que vous avez battu des records. Vous avez battu des records de participation populaire et vous avez battu un autre record - je le dis sans ironie, mais vous apprécierez la portée de cette remarque - vous avez voté sans contentieux électoral. Vous avez battu les records de participation. Vous êtes élus. Il n'y a pas eu de contentieux électoral. Je ne dis pas cela par rapport à la Corse. Je n'ai jamais vu cela dans le Morvan que j'ai représenté pendant si longtemps. Comme quoi ce Morvan si paisible était quand même moins sage que la Corse. Du moins cette fois-ci...\

Voilà donc une assemblée incontestable même si elle est parfois contestée, monsieur le

président. Elle est incontestable dans sa réalité démocratique. A elle maintenant de faire son travail, de justifier les espérances mises en elle et pour cela, il faut pas se retourner du côté du Président de la République, ni du côté du gouvernement. C'est votre affaire. Vous êtes plus responsables encore que vous ne le pensez de vous-même, et je vous aiderai à justifier cette formule employée pour commencer mon exposé, "la Corse doit être elle-même". Pas simplement par des institutions, bien que je vous aie dit tout à l'heure que votre assemblée a des particularités : deux conseils consultatifs économique et social pour la culture, pour l'éducation et -cadre de vie. L'Assemblée de Corse peut saisir le Premier ministre `Pierre Mauroy` de toutes propositions de modification ou d'adaptation des dispositions législatives ou réglementaires régissant la Corse. Si elle juge elle-même qu'elle peut être autre que ce qu'elle est, le champ lui est ouvert. Le dialogue est aussitôt ouvert avec le Premier ministre, c'est-à-dire avec le gouvernement. Que dire de plus ? L'initiative vous appartient.

- Les décrets les plus importants pris pour l'application du statut sont soumis à l'Assemblée et à ses conseils. Vous êtes même consultés sur les modalités de votre propre existence. S'agit-il d'un statut libéral ? Je le crois, comparé à celui d'un certain nombre d'îles de la Méditerranée dans le -cadre des Etats où ces îles vivent, ces nations auxquelles elles appartiennent. Je pense que c'est un statut qui déjà affirme ce droit fondamental d'être soi-même et je ne suis pas de ceux qui fermeront leurs oreilles aux suggestions qui seront faites dès lors que l'on saura réaliser la synthèse entre ces deux difficiles propositions.

- La Corse doit être elle-même et cependant nul ne sera étonné d'entendre dans la bouche du Président de la République que la Corse est aussi la France. Et à-partir de là, tout un jeu de relations souvent complexes doit s'établir pour que la réalité française ne soit pas étouffante, qu'elle ne ruine pas les espérances de ceux qui veulent de toute leur âme que la Corse soit elle-même mais que ce ne soit pas non plus le prétexte à considérer qu'être soi-même, c'est déjà une évasion de la Nation française. Je suis là, madame et messieurs, pour y veiller et vous savez que je ne manquerai pas à mon devoir.\

Cela ne vous étonnera pas. Et comment peut-on être soi-même ? Pas simplement par des institutions. J'ai écrit de ma main pendant que vous parliez, monsieur le président, une liste d'observations qui me venaient à l'esprit. C'est difficile d'établir une hiérarchie pour définir l'expression "être soi-même". Il semble cependant qu'on doit commencer par ce qui s'adresse à l'esprit même de l'homme, aux structures de son cerveau, à ce qui fait la continuité des générations, à ce qui lie l'homme et sa terre, à ce qui fait qu'il y a la Corse puis qu'il y a les Corses, et puis que sur la surface du monde, sur la carte du monde, c'est une identité et l'identité à nul autre remplaçable. Et je pensais que c'était tout de même la culture, ce qu'on appelle la culture qui répond d'abord à la question posée. Et la culture trouve sa première expression dans la langue, dans le langage. Je me souviens d'un mot d'ordre qui était un slogan, diffusé par l'Alliance française. Vous connaissez cette grande institution qui partout dans le monde assure la présence de la culture française. Elle avait trouvé une formule qui avait beaucoup de mérite et beaucoup de force. Elle disait : "chaque fois que la langue française disparaît quelque part c'est comme si on assassinait la France". Le terme paraissait violent. Il a été repris par des cultures minoritaires en la retournant contre l'uniformité de la culture en France : va-t-on laisser assassiner telle ou telle forme populaire d'expression, telle ou telle réalité historique, telle ou telle différence fondamentale, telle ou telle identité populaire ? Je pense qu'il faut que votre langue qui a son caractère, surtout dans sa transmission orale beaucoup plus que scripturale. Celle-ci n'a pas toujours reçu l'adjonction du vocabulaire moderne car l'évolution du langage s'est aussi arrêtée ou figée à compter d'un certain moment, mais elle est riche de l'imagination, du talent, de nombreux écrivains, de nombreux orateurs, de cette formidable poésie qui se dégage du discours corse.\

C'est une langue qui doit se perpétuer. Je ne suis pas de ceux qui la sacrifieront. Et c'est pourquoi j'ai vivement poussé le gouvernement à développer particulièrement à Corte, mais aussi dans le reste des deux départements, les formes d'enseignement adaptées qui permettront au niveau supérieur de faire que la Corse soit dotée de sa propre histoire, donc de son propre

langage, qui affirme son identité par ce moyen tandis que la formation des formateurs devra être assurée un peu partout dans l'île pour que se perpétue cette forme de langage très originale en même temps que très traditionnelle. On y trouve sans doute - nous en parlons tout à l'heure - l'un des éléments les plus purs ou les plus proches de ce qui fut l'expression latine, l'expression romaine perdue partout ailleurs et parvenue à un stade très altéré ou très impur dans le Français lui-même. Il y a là quelque chose de propre à votre population j'entends bien que les professeurs mais aussi les créateurs, les artistes qui transmettent et qui expriment, soient mis en mesure de faire passer que ce que vous avez appris de vos pères. Car la meilleure éducation, c'est encore celle qui se forme dans le foyer et qui a été transmise avec tant de fidélité, parfois de fidélité farouche, dans les familles corses. L'éducation, c'est aussi l'école et son admirable phalange d'instituteurs, de professeurs, d'enseignants, dont nous disposons ici et là.\

Ce que j'ai dit à l'Université de Corte n'est que la stricte réalité. J'ai veillé à ce que dans les disciplines proprement dites d'identité culturelle, cette université soit dotée de disciplines indispensables : c'est fait. Mais ce doit aussi être le cas dans d'autres disciplines qui lui permettront d'avoir la compétence d'une véritable université point trop spécialisée, ce qui lui ôterait quelque crédit. Dans le domaine des lettres comme dans le domaine du droit elle doit s'affirmer comme une grande université. Et à mesure que les choses se feront, on essaiera d'élargir ce rayonnement, cette audience, en même temps qu'on essaiera d'élargir les locaux, puisque par ma conversation avec M. le maire de Corte, j'ai compris qu'on serait en mesure de disposer de la caserne Grossetti, et même que déjà on commence à jeter des regards sur les vieux bâtiments, les châteaux, les vieilles constructions et pourquoi pas aussi envisager quelques neuves. Je vous assure que sur un terrain comme celui-là, j'engagerai le gouvernement à ne pas lésiner sur l'aide qu'il doit à la Corse, à compter du moment bien entendu où les communes et la région feront également ce qu'il faut. Il ne faudrait pas qu'au moment même où l'Assemblée régionale, l'Assemblée de Corse, s'affirme - car on l'appelle l'Assemblée de Corse tout court, et c'est une belle définition, il faut s'en tenir là - cette assemblée de Corse ne peut pas, après avoir affirmé sa compétence, se retourner du côté de Paris en disant "alors maintenant c'est à vous" : c'est aussi à nous, c'est à vous ! Quand je dis c'est à nous, je me tourne alors vers le ministre de l'intérieur `Gaston Defferre` parce que moi je suis et vous et nous.\

Je le disais avant hier soir à un homme politique important qui n'est pas de la majorité, à deux hommes politiques importants qui, naturellement s'inquiétaient, l'un pour Nantes, et l'autre pour Paris : il s'agissait de la Coupe de France `de football`. Je me souviens d'ailleurs d'avoir deux ans plus tôt donné la Coupe au capitaine de Bastia. De même j'ai remis la coupe hier soir au gardien de but de Paris-Saint-Germain : deux Corses sur trois, c'est une réussite ! Ce n'est pas si mal et je disais aux deux hommes politiques en question, l'un était pour Nantes et l'autre pour Paris : "êtes-vous inquiets ?", tandis que le sort balançait entre les deux équipes, ils me répondaient : "nous sommes préoccupés", je terminais : "moi pas" ! Nantes et Paris sont dans ma circonscription. De la même façon Ajaccio fait partie de ma circonscription, je m'y sens donc très à l'aise, comme si j'étais à Château-Chinon, bien que j'aperçoive les différences.

- Et c'est parce qu'il y a droit à la différence qu'on ne doit pas agir ici comme on agit là-bas et il faut que tous les élus, mais beaucoup plus que les élus, que tous les citoyens, mais beaucoup plus que les citoyens, je veux dire les enfants, ceux qui n'ont pas encore de responsabilités civiques, tous se sentent bien chez eux parce que la Corse doit être elle-même.

- Culture ! Le reste, vous l'avez cité, monsieur le président, tous les problèmes qui vous occupent dans le domaine du tourisme, des transports, de l'industrie, du bâtiment, de l'industrie, de l'emploi, de l'agriculture et j'en passe.\

Vous savez que sont mis en-place actuellement des offices, deux offices agricoles, un office de développement agricole et rural et l'autre équipement hydraulique, mais comme j'aurai l'occasion de rencontrer sur-place demain des responsables agricoles, je laisserai, si vous voulez ce débat avec les professionnels, mais je voulais cependant les citer devant les élus car la démocratie c'est aussi la primauté des élus, c'est-à-dire que c'est d'abord votre affaire, c'est aussi celle, bien entendu, celle des professionnels que je serai très heureux de rencontrer demain, nous en parlerons plus à fond. Je crois que cela permettra d'appréhender plus étroitement la région au

parlerons plus à l'aise. Je crois que cela permettra d'associer étroitement la région au développement d'un secteur si important pour la Corse et qui dans l'antiquité était considéré, je regardais de l'hélicoptère les taches de couleur qui marquaient les formes de cultures sur le terrain de l'île, qui était considérée pendant un temps comme un grenier à blé à l'époque de Rome. Ce qui veut dire que les paysans corses n'ont pas attendu non plus les leçons de quiconque pour savoir comment travailler la terre qui ont si bien servi, ils étaient d'ailleurs surtout des paysans, des paysans souvent de la montagne, la péninsule et de la plaine, mais avec aussi leurs troupeaux. On imagine très bien ce processus interne qui s'est peu à peu formé et cette tradition de fierté, de dignité intransigeante qui caractérise la Corse et les Corses, plus encore que le champ marin qui, cependant, est votre élément, bien que vous soyez parti d'abord de votre montagne pour regarder ensuite de haut le reste du monde.

- Il faut que nous puissions faire que la Corse à l'intérieur d'elle-même ne développe ses infrastructures pour que l'on puisse communiquer de mieux en mieux par cette montagne difficilement pénétrable, par cette côte très échanquée, comment faire, cela nécessite de grosses dépenses, il faut que l'Etat soit présent, il l'est déjà, de même que les infrastructures de liaison entre l'île et le continent. Sujet cent fois débattu que vous connaissez par cœur, mais sur lequel, soit par la voie maritime, soit par la voie aérienne, je suis tout à fait prêt, et les ministres qui m'accompagnent aussi, à suivre autant qu'il faudra la discussion engagée pour que ce voyage, il est aussi fait pour cela marque un progrès dans les relations quotidiennes entre la Corse et le reste de la nation française.

- Vous avez des problèmes particuliers, de caractère agricole, des problèmes conflictuels. Je les connais, je les traiterai demain, et je crois que nous avons agi avec quelque diplomatie pour en régler certains parmi les plus criants. Nous sommes sortis du droit commun pour permettre à la Corse de bénéficier, aux Corses et à la Corse de prêts avec du temps, allongés, passant de 25 à 30 ans, pour permettre de digérer davantage les crédits et de donner le temps d'avoir une production qui permette ensuite d'assumer ses obligations, puis certains problèmes de distillation viticoles que nous avons traités sur le plan de l'Europe et que nous sommes prêts à traiter avec vous pour que la vie en Corse connaisse de nouveaux développements.\

Le tourisme, sujet très difficile, en soi quelle matière première ! Admirable, exceptionnelle, pas toujours bien utilisée. J'ai presque failli dire plutôt mal, mais ce serait exagérément critique, cela rejoindrait certaines de mes idées personnelles de mes idées politiques qui font que je ne suis pas un Président de la République de la même nuance que ceux qui m'ont précédé. Voyez ça change aussi, c'est une bonne chose, permettez-moi de vous le dire, c'est une bonne chose, non pas parce que j'en suis le bénéficiaire, mais vraiment cela permet de respirer, pas toujours pareil, et d'une certaine façon pour examiner les problèmes du tourisme. Il est bon peut-être d'avoir un autre angle de vue, d'être des moins privilégiés, peut-être aussi considérer que la Corse cela existe et que le tourisme - vous avez employé l'expression monsieur le président tout à l'heure - ne doit pas pourrir l'âme de la Corse. J'ajoute que c'est vrai : ceux qui le disent ne peuvent pas être contredits et certaine gestion du tourisme doit permettre d'économiser davantage la forêt corse, cette admirable Corse qui lui a permis à travers le temps de fournir pour les navires de France et d'autres pays les plus beaux mâts qui soient. Oui c'est vrai qu'il y a une certaine pollution qui nécessite une certaine protection de la nature, une certaine écologie et que le tourisme, qui devrait être plus encore développé, devrait l'être dans des conditions telles que soient protégés les intérêts des Corses. Ils ne doivent pas être considérés simplement comme les habitants d'un pays qui seraient un peu les Indiens dans leur réserve, tandis qu'arrivent tous les autres qui s'ébattent, se réjouissent, se dorment au soleil et laissent une trace qui peu à peu détruit la beauté alentour ainsi que la force et l'identité de ceux qui n'ont pas attendu les touristes pour savoir que leur île était belle. Et cependant c'est un élément indispensable de votre économie. Donc il faut avoir une vue hardie, et peut être moderne, nouvelle du développement du tourisme et je suis à votre disposition, et le gouvernement avec moi, pour m'entretenir avec vous autant qu'il le faudra.\

L'industrie, vous êtes en retard, vous avez besoin de rattraper, ce n'est pas facile. La plupart des régions de France vit sur l'idée qu'il y aura toujours la grosse usine ou le petit établissement,

l'atelier, dans leur commune et pour revenir à ma propre expérience où la plupart de mes villages se trouvaient au détour de routes extrêmement sinueuses, avec l'absence totale de vallées, il fallait plus de temps pour traverser mon Morvan que les montagnes, tellement cela est anarchique. Tout ces hameaux perdus que j'aimais tant visiter se vident. Et toute la population attendait comme la résurrection, l'arrivée d'un atelier, des industriels ou des petites et moyennes entreprises davantage encouragées à se rendre dans la région parisienne ou bien dans la vallée de la Seine, dans la vallée du Rhône et qui continuent d'ignorer mon pays.

- Nous sommes dans une société libre. On peut apporter des avantages pour attirer à soi, et de ce point de vue, la législation devrait pouvoir vous y aider. Monsieur le président, si votre assemblée vous fait des suggestions dans ce sens, elles seront étudiées, présentées - offrir des avantages pour compenser l'éloignement, la difficulté d'accès au bénéfice peut être des dispositions fiscales, tout cela existe déjà, on peut l'aménager. Mais malgré tout on ne peut pas se substituer aux industriels et aux entrepreneurs eux-mêmes et il ne faut pas vivre d'illusions dans ce domaine difficile, surtout à un moment où déjà le chômage s'est étendu au point que vos deux départements ont dépassé le seuil moyen de la France, puisque ce seuil moyen se trouve entre 9 et 10 % et que vous vous trouvez au-dessus, autant que je sache. Ce qui veut dire que même le tissu industriel ancien est gravement endommagé.

Là se posent les données de politique générale. Et je ne dédaigne pas de vous en parler. Nous sommes ici devant une Assemblée sérieuse qui pourrait exiger des responsables de la France qu'ils aillent loin dans leurs explications. Mais c'est vrai que nous avons depuis une dizaine d'années, depuis le premier choc ` pétrolier ` de 1973, laissé aller notre industrie. Pas partout, bien sûr. Il est des domaines où notre industrie tient parfaitement dans la course internationale, mais d'une façon générale, une certaine dispersion des efforts, une certaine lenteur dans l'exécution, ont fait que nous avons perdu des parts de marché. Nous en étions en 1981 à 35 % du marché intérieur français qui étaient détenus par des entreprises étrangères souvent en-raison des hypocrisies protectionnistes pratiquées par des pays qui n'ont pourtant que le mot "libre échange" à la bouche. Je pourrais là développer des thèses qui me sont chères. Je passerai sur ce sujet, sinon pour dire que j'attends des Français que vous êtes, vous Corses, des imaginatifs et des créateurs que vous savez être quand vous le voulez. J'attends que dépassant des divergences politiques, une véritable volonté nationale s'affirme. La France ne peut compter que sur elle-même et ce sont de nos ressources et d'abord de la ressource humaine que l'on tirera la réponse pour dominer. Dans le domaine de l'emploi, de la formation des jeunes tous les éléments culturels qui participent du redressement national. C'est de la France elle-même qu'il faut attendre la réponse, c'est-à-dire l'effort. Mais cela se répercutera aussi sur ce difficile problème de l'emploi qui s'est dégradé, comme d'ailleurs dans la plupart des régions rurales ce qui risque de provoquer un grave dommage par la désertification si difficile à guérir. Si le chaînon intermédiaire casse entre les générations précédentes et la génération qui vient, il sera alors très difficile d'assurer la permanence de ce qui ne devrait pas mourir, dans des pays comme les nôtres. C'est un de mes soucis et j'espère que nous trouverons ensemble des réponses communes.

Il y a une crise particulière du bâtiment. Il s'est d'ailleurs réuni à Paris récemment un congrès du bâtiment et des travaux public. On construit moins ! Je ne me consolerais pas en vous disant qu'on construit encore moins, en proportion, aux Etats-Unis d'Amérique ou en Angleterre ou même en Allemagne ` RFA ` . Je ne me consolerais pas, naturellement, avec ces statistiques. C'est vrai qu'il y a une grave crise. Elle est exacerbée en Corse, et je n'aurai pas le mauvais goût d'insister plus qu'il en convient £ c'était contenu dans l'exposé de M. le président de l'Assemblée de Corse. Il est certain qu'il y a une crise générale, une crise internationale, environnant une crise nationale, contre laquelle j'entends bien lutter avec la plus grande énergie. Je ne mettrai pas bas les armes comme cela. Tout sera réuni pour qu'en fin de compte, dans les deux ans qui viennent on ait rétabli les circuits et restitué à notre pays toutes les chances perdues à travers le temps.

- L'insécurité en Corse n'est pas considérable, mais il suffit de quelques exemples, ici ou là pour que naturellement se ralentissent les constructions notamment celles qui sont commandées par

ce qu'on appelle les continentaux. Il y a là un phénomène contre lequel il est difficile de s'élever sans reconnaître entre nous que ce sont des éléments d'analyse qui doivent être mis sur la table, sans quoi on se mentirait à soi-même. Mais cette situation peut très bien ne pas durer. Cela dépend beaucoup de vous, madame et messieurs, beaucoup de vous. Cela dépend aussi beaucoup de moi. Cela dépend du gouvernement de la République. Voilà pourquoi je souhaite que nous soyons en symbiose. Je me souviens d'avoir dit naguère ces mots : "je n'ai ni crainte, ni même hésitation à parler d'unité nationale en Corse", je sais qu'ici et sans doute plus qu'ailleurs mon propos sera non seulement reçu et compris mais aussi et surtout très largement approuvé par l'immense majorité des insulaires, des Corses. Fiers d'être les héritiers de tant d'histoire, mais aussi fiers d'avoir participé depuis plus de deux siècles avec courage et abnégation, à tous les combats que la France a livrés pour son honneur et pour sa liberté.\

Je le dis à tous les Français, je le dis ici en Corse et aux Corses. Je ne peux pas faire grand chose sans vous. Il faut que vous vous consacriez à vos débats, ils sont légitimes, à vos choix qui sont ceux de votre pensée, de votre conviction, de votre idéal, qui n'emploient pas forcément les mêmes chemins que ceux de vos voisins sur ces bancs. Qu'est-ce que c'est que la démocratie, sinon cela ? Mais il faut aussi avoir l'orgueil d'être ce que nous sommes, l'orgueil d'être bientôt ceux qui peuvent être les fondateurs d'une forme de civilisation pour commencer le siècle prochain.

- Je crois beaucoup à la formation parce qu'il me semble que l'un des grands drames de notre époque c'est que les plus jeunes d'entre nous n'aient pratiquement pas été formés aux métiers qu'ils feront, aux disciplines qu'ils pratiqueront. Il y a là une inadaptation dramatique. Ce n'est naturellement pas la faute de ceux qui enseignent, c'est la faute de personne et c'est peut-être la faute même de l'intelligence : la science et la technique vont si vite qu'à mesure que les jeunes gens entre dix ans et vingt ans arrivent à l'âge d'homme, déjà les technologies sont différentes. Nous traversons une époque où les vieux métiers sont de moins en moins adaptés à la production. Alors là, il ne faut pas prendre de retard, il faut même prendre de l'avance par rapport aux autres. C'est ce que j'essaie de faire et j'étais très satisfait de constater, lors de mon voyage au Japon que pour 40 % de nos productions électroniques, nous étions plutôt en avance, même si nous savons moins, mais passera je l'espère, passer de la conception à l'exécution et moins bien vendre que les autres ce que nous sommes capables de produire.\

Je vous ai dit l'essentiel de ce que je voulais vous dire, madame et messieurs. J'ai là des feuilles sur lesquelles ont été notés un certain nombre d'éléments qui paraissent indispensables. Je crois les avoir traités, mais je ne suis pas venu avec l'intention de faire un discours exhaustif. Que nul ne me reproche de ne pas avoir traité tel ou tel sujet particulier aussi important et peut-être plus que ceux que j'ai énoncés moi-même. J'ai voulu surtout marquer les deux points forts de ma démarche.

- Il faut que la Corse soit d'abord elle-même. Et il faut que la Corse reste attachée à ce qu'elle a elle-même construit il y a déjà deux siècles et plus en s'identifiant, et dans quelles circonstances, nombreuses, multiples, à travers les siècles, à la France, en portant la France plus loin qu'elle-même.

- Nous sommes tellement imbriqués et moi, je me sens tellement attaché à chacun d'entre vous. J'aurai tellement le sentiment d'une amputation de moi-même si la Corse n'était pas là, si les Corses étaient absents de la composition du terreau français. Je sentirai tellement en moins et je me demande si d'autres pourraient sentir cela comme tellement en plus. Il me semble que si la Corse a besoin de la France, je crois que la France a besoin de la Corse. Et je ne prononce pas ces deux mots en termes antinomiques puisqu'à mon avis, ils reviennent au même : finalement ce sont des fleuves qui suivent la même pente pour aboutir dans le même estuaire - comparaison qui vaut ce qu'elle vaut mais qui se fait comprendre - et qui viennent ensuite arroser les rivages pour former de leur limon la nation française.

- J'ai beaucoup de respect, madame et messieurs, pour votre Assemblée, mais aussi pour chacun d'entre vous et puisque je vous ai déjà rencontrés, je sais qui vous êtes, je reconnais tous les visages. Ensuite je suis quand même les dossiers : et même si je ne les ouvre pas toujours, il me

surrit de les ouvrir pour y trouver ce que je veux. Et je sais tout bien quelles sont vos nuances et quelquefois c'est beaucoup plus que des nuances. Je sais très bien comment vous les affirmez lors de l'élection de l'Assemblée de Corse. Je sais très bien que, au fond, ce qui vous porte à vous dresser les uns contre les autres, c'est que vous avez le même amour au cœur, le même, celui de la Corse. Et vous concevez les démarches de cet amour différemment, mais vous avez le même amour de la Corse, et je ne saurais donner de prime à personne : j'aime ceux qui s'affirment. Je n'ai aucune détestation, ni aucune crainte de ceux qui me disent sur un autre ton que moi, avec peut-être un autre langage en allant comme cela, au-delà de ce que je pense "la Corse doit être elle-même". Cela ne m'irrite pas, je crois que le dialogue peut toujours rester ouvert dès lors qu'il est démocratique. Il y a ce que l'un de mes prédécesseurs, il y a bien longtemps a appelé l'autonomie. Je ne veux pas confondre ce mot avec telle ou telle forme de pensée politique ici même, d'ailleurs respectable, mais enfin le mot était employé par l'un de mes lointains prédécesseurs et il ne s'agit même pas d'un Président de la Vème République. Oui, il y a quelque chose là de vrai, de particulier, d'identique à soi-même qui n'a pas besoin - cela peut se dire entre nous - d'être assaisonné de cris et de violence.\

Il n'y a pas eu, monsieur le président de péripétie au-cours de ce voyage. Si vous croyez que j'allais à l'université de Corte sans savoir ce qui m'y attendait. C'était très innocent, permettez-moi de vous le dire, j'ai connu bien pire dans d'autres universités. Je les ai trouvés bien sages : on vit un peu sur soi-même, vous savez quand on arrive à Corte, quand on en admire sa beauté, ce cercle de montagnes, ces maisons assez hautes, il serait peut-être bon aussi quelquefois que cet horizon s'ouvre un peu. La fierté même de la Corse, c'est qu'il faut vivre avec cet horizon, mais il faudra faire attention un jour à ce qu'il ne soit pas trop isolé du reste. Mais pour l'instant c'est vrai que le premier besoin de la Corse c'est de sentir elle-même. Ce n'est pas de se sentir extérieure à elle-même. Un jour, elle en aura davantage le besoin mais enfin, je prends les choses comme elles sont. J'ai reçu dans cette université aussi un excellent accueil, disons qu'il y avait un peu de pour, qu'il avait un peu de contre. Il n'y avait pas tellement de contre, il y avait un pour discret. Visiblement ces messieurs étaient de bonne compagnie, même si la télévision leur donnait des ailes. Comme cela, la vie moderne, chacun veut s'affirmer, paraître, plus paraître qu'être. On croit qu'on est parce qu'on paraît, on apprendra plus tard à vivre, c'est-à-dire on saura que si l'on n'est pas on est transparent.

- Et moi j'ai le sentiment, partout où je suis allé en Corse aujourd'hui d'avoir rencontré des réalités. Des femmes et des hommes réels et c'est ce qui m'importe et j'étais très heureux dans cette université de voir ces professeurs et ces étudiants qui, avec leurs livres, avec leurs recherches, leurs spécialités, sont déjà des savants. Pas simplement des savants de la Corse, de l'histoire, la géographie, de la géologie, l'archéologie, de la langue, mais au-delà : la Corse a une existence historique qui remonte très loin. Elle se trouve dans les grands chemins de l'histoire, l'histoire de la Méditerranée. Elle est peut-être un peu distancée aujourd'hui par celle de l'Atlantique et l'Atlantique lui-même commence à être débordé par l'histoire du Pacifique. Attention mesdames et messieurs, la Méditerranée a besoin d'exister elle aussi. Ses vieux peuples doivent montrer qu'ils sont capables d'être neufs. Qu'est-ce que vous faites d'autre, ou plutôt qu'est-ce que j'attends de vous ? Que vous en fassiez vous aussi la démonstration car cette forme de civilisation, elle se perpétuera aussi grâce à vous.\

Voilà pourquoi lorsque je rencontre des Corses qui portent dans leurs cœurs très haut, avec quelquefois le ton un peu vif, le sentiment qu'il leur faut s'affirmer je leur dis : "Vous aurez, mes amis, tant de travail, votre tâche est si lourde, et le monde, bien que rapetissé reste si grand, et les concurrences si vives, et les pouvoirs extérieurs si puissants que notre premier devoir c'est peut-être de se serrer les coudes car cette civilisation c'est quand même la nôtre à tous. Elle est menacée plus que vous le croyez. Si vous vous perdez dans vos particularismes, parce que vous voulez être vous-mêmes - et vous avez raison, mais vous n'avez pas raison de vous figer dans le particularisme - alors, oui, peut-être un jour acquérez-vous encore davantage le souci d'être vous-même que je proclame et que j'affirme légitime - mais il ne faudrait pas être soi-même, quand nous ne serions plus rien". Voilà pourquoi je crois à la démarche ensemble. Que la Corse soit elle-même oui, mais que la France le soit aussi, y compris la Corse élément de la force et de la

pérennité françaises. A tout cela je crois profondément et je vous demande, monsieur le président, madame et messieurs, de bien vouloir considérer que ce long monologue, qui a peut-être retardé le reste de notre journée, vient d'un homme qui a conscience de la grandeur de sa charge, qui ne veut perdre rien de ce qui fut son héritage, et pas seulement son héritage de chef de l'Etat à l'héritage de celui qui, enfant, apprenait à aimer la France comme unique aussi avec ses différences, les miennes, les vôtres et notre tout qui fera qu'à travers le temps nous resterons nous-même.

- Je vous remercie de votre attention. Tous ces problèmes administratifs, pratiques, techniques et politiques, ils sont et ils seront traités aujourd'hui et demain et après dès que je serai de retour à Paris, je réunirai les ministres compétents. Je sais le soin que met M. le ministre de l'intérieur et de la décentralisation `Gaston Defferre` à poursuivre sa tâche et les dossiers qui m'auront été soumis seront étudiés, soyez en sûrs, et non pas remis au placard. C'est une des raisons d'être de ce voyage que de me permettre de voir sur-place ce qu'il en est. Car je n'ignore pas les lenteurs, les court circuitages, les embarras. Nous avons des équipes sur-place qui sont rajeunies, renouvelées. Nous avons à Paris une volonté de servir si nous savons joindre tout cela dans un immense mouvement harmonieux. C'est la Corse et c'est la France tout entière, qui en seront reconnaissantes aux artisans du renouveau.

- Je vous remercie.\